Intervention de la CGT au CST du 4 avril 2023

Alors que se tenait la semaine dernière à Clermont Ferrand le 53è Congrès de la Confédération générale du travail, qui a élu notre camarade Sophie BINET Secrétaire générale de notre organisation, les 942 délégué-e-e-s ont réaffirmé notre opposition à la Réforme des retraites portée par le gouvernement et le patronat.

Après 10 journées de mobilisation nationales, à la veille de la journée du 6 avril, et après plusieurs semaines de lutte, de grève et de grèves reconductibles ; de blocages, et rassemblements quotidiens, auxquels la CGT MEL et de nombreux collègues ont participé, nous réaffirmons notre exigence d'une retraite à 60 ans, de 37 annuités et demi, et des départs anticipés pour tous les travaux pénibles. Ce sont plusieurs millions de français qui sont encore mobilisés aujourd'hui sur la base de nos revendications, dans une lutte historique qui ne faiblit pas. Nous sommes fiers dans ce moment historique d'être à la CGT et d'être plus que jamais à l'offensive, jusqu'au retrait.

Cette guerre contre une réforme injuste, inutile et injustifiée, est en réalité une guerre contre une idéologie désastreuse pour l'ensemble du monde du travail. C'est surtout la priorité de toute la CGT, la CGT de la MEL notamment, celle de travailler sans relâche au renforcement et à l'élargissement du rapport de force. Alors, bien sûr, la question de participer à cette instance aujourd'hui, ce CST s'est posée et nous en avons débattu. Mais comme vous avez choisi de maintenir le paritarisme, et nous vous en remercions encore, nous siégeons aujourd'hui non seulement pour défendre nos positions sur les dossiers que vous présentez à l'odj, dans l'objectif de défendre l'intérêt des agents, mais aussi par ce que ce paritarisme place en face de nous des responsables politiques.

Je voudrais adeplhiquement souligner l'engagement d'élu-e-s de la MEL, impliqué-e-s dans la guerre idéologique et présent-e-s dans les rassemblements et manifestations. Sans pouvoir être exhaustif, je salue Martine Aubry, Stéphane Bally, Maroin al Dandachi, Melissa Camara, Eric Bocquet, Sylviane Delacroix, Patrick Proisy, par exemple.

Force est de constater que ces élu-e-s, vos collègues n'appartiennent pas à la majorité du Président Castelain. Sur des enjeux politiques, sociaux et institutionnels tels que ceux qui sont contenus dans les attaques du gouvernement Macron, il ne peut y avoir de demi-mesure. Jean-Paul Sartre disait « ne pas choisir c'est encore choisir ». Aujourd'hui, et les 80 % des Français qui s'opposent à ces attaques ne s'y sont pas trompés. Il est l'heure de faire un choix. Et l'histoire jugera ses héros et ses traitres.

S'il n'est pas facile de se repérer dans les camps politiques de la MEL et de son traditionnel consensus mou, et parce que la Macronie a fortement brouillé les clivages politiques traditionnels, nous voulons dénoncer le silence complice de la plupart des responsables politiques de la Mel.

Parmi ceux-là, nous dénonçons plus fortement encore les élu-e-s de la MEL qui sont en responsabilité et incarnent eux-mêmes non seulement le contenu de la réforme, le déni de démocratie sur lequel elle se fonde et l'attitude honteuse du gouvernement envers les manifestants et les jeunes, nos enfants ! impliqués dans les luttes légitimes.

Nous voulons bien entendu parler en premier lieu de la députée de Lille Violette Spilbout dont le soutien inconditionnel à Macron, à sa politique, et à sa méthode sont connus et bien sûr à plus forte raison encore, votre collègue Gérald Darmanin. Pendant que nombreux de nombreux élu-e-s se contentent de faire de la politique de bureau et assument le rôle de valet du pouvoir, de nombreux camarades dont de plus en plus issus des forces de la jeunesse s'engagent dans la rue et se font

sévèrement réprimés. Ils sont massivement réprimés, gazés et se font tirer dessus au LBD. Ces moyens de police sont totalement disproportionnés et son sous le viseur de la défenseuse des droits. Venez avec nous et vous verrez. Chaque rassemblement engendre désormais son flot d'arrestations arbitraires, de plusieurs dizaines de personnes, 30 gardés à vue à Lille par exemple mardi 29 mars. Ces arrestations arbitraires et n'ont *in fine* pour objectif que de casser du manifestant, de casser du jeune, mais indirectement elles renforcent notre combativité. La violence n'est pas du côté des travailleurs, des jeunes, ou des organisations du progrès social que les média dominants réduisent à l'ultra ou l'extrême gauche. La violence elle est dans la confiscation de la démocratie au palais Bourbon, et dans la répression policière orchestrée par votre collègue le ministre de l'intérieur, responsable en chef des violences policières.

Cette tendance à une politique qui ne s'embarrasse plus du respect de la démocratie, nous la retrouvons d'une certaine mesure localement, à la MEL.

Monsieur le Président, vous avez en effet refusé de vous inscrire dans le cadre légal et collectif pour accepter des négociations sur la partie indemnitaire de nos traitements. Pourtant, pendant plusieurs mois vous nous avez promis la lune, en en faisant même une annonce lors d'un CTP !

Dans cette même période l'inflation fait arriver la fin du mois de plus en plus tôt. C'est une provocation ! Et vous avez attendu les élections professionnelles de Décembre pour mieux contourner les organisations syndicales qui en sont sorties, en refusant de respecter le décret 7 juillet 2021 et préférant nous proposer des réunions informelles feutrées en bi latérales. Pratiquer le « diviser pour mieux régner » est une arme patronale qui a fait ses preuves hélas. Pire encore, vous revenez sur vos annonces en indiquant que s'il y a évolution du RIFSEEP il sera à la marge et sans budget supplémentaire. Vous entendez donc profiter jusqu'au bout de ce dispositif, le rifseep, afin de casser les repères collectifs de notre statut. Vous entendez surtout demander aux OS de valider la méthode du jeu à somme nul qui consistera en réalité à prendre des miettes aux uns et aux unes pour donner des peccadilles aux autres.

J'appelle l'ensemble des organisations syndicales ici présentes, unies dans l'intersyndicale contre la retraite à 64 ans à ne pas tomber dans ce piège que nous tend l'exécutif, notre patron. Ce piège de la division et de la co-gestion de la pénurie. Il faut être intransigeant sur le respect du cadre de la démocratie qui est à notre disposition pour défendre collectivement l'intérêt des collègues. Certains ne l'avaient pas compris il y a cinq ans et l'administration n'avait eu qu'à déployer son plan.

La CGT est porteuse de revendications en termes de rémunérations, nous ne vous apprenons rien. Nous vous avons transmis un courrier le 15 février, et adressé ce courrier à l'ensemble des groupes politiques. Mais nous avons également déposé avec la FSU un recours pour que vous appliquiez enfin cette loi, càd l'ordonnance l'ordonnance du 17 février 2021 et le décret du 7 juillet 2021. Ce courrier avec saisine du prefet a été envoyé hier midi par recommandé avec A/R. Nous vous distribuons une copie.

Nous profitons donc aujourd'hui de la tenue du CST, instance représentative du personnel qui définit justement le cadre collectif du dialogue social pour vous rappeler nos exigences et vos obligations. Nous vous mettons en garde sur le fait que le contournement de la démocratie, sur le plan national comme au plan local à la MEL détourne massivement les français de la démocratie représentative. C'est ainsi qu'on fait le lit de l'extrême droite Mesdames et messieurs, qui elle, ramasse à la pelle tous celles et ceux qui se sentent exclus et méprisés. C'est aussi face à cette attitude que se développent des mouvements plus radicaux, et bien entendu moins contrôlés.

Les travailleurs et travailleuses n’ont toujours pu compter que sur elles et eux-mêmes pour faire avancer leurs revendications. C’est en ce sens, par le mandat qui m’est donné que je vous rappelle à vos engagements Monsieur le président, et à vos devoirs au titre du décret du 7 février 2021 et de la méthode qu’elle impose, bien loin de la connivence secrète et de la division que vous voulez nous imposer.

Je vous remercie